

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR/2021/n°5.1/8.3**

**Objet :**

REGLEMENTATION PROVISoire DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT.

**ENTREPRISE / DEMANDEUR :** SARL FRANCE FACADES – 200 RUE DES AMAREONS – 34400 SAINT-JUST  
**TEL.:** 06.08.02.20.07      **MAIL:** FRANCE-FACADES@ORANGE.FR

**PROPRIÉTAIRE :** MADAME BONNERY COLETTE – 12 RUE PAUL BERT – 30220 AIGUES-MORTES  
**TEL.:** 07.84.91.67.31

**DEMANDE ENREGISTRÉE:** LE 8 SEPTEMBRE 2021

**LIEU DES TRAVAUX :** 12 RUE PAUL BERT – 30220 AIGUES-MORTES

**NATURE DES TRAVAUX :** TRAVAUX DE FACADE

**DURÉE DES TRAVAUX :** DU 27 SEPTEMBRE AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2021

**MESURES PARTICULIERES :** MISE EN PLACE D'UN ÉCHAFAUDAGE, FERMETURE DE VOIE

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, l'article L2213-1 et suivants concernant les pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code du Travail,

Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Vu la demande formulée par la SARL FRANCE FACADES en date du 8 SEPTEMBRE 2021,

Considérant la délibération n°DCM/2017/88/7.1/22-11/9 prise en date du 22 Novembre 2017 approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique,

**ARRETE**

**SITUATION DES TRAVAUX -- VALIDITE DE L'ARRETE :**

**Article 1**

En raison des travaux effectués par la SARL FRANCE FACADES, le camion de l'entreprise est autorisé à accéder pour décharger le matériel durant la période indiquée,

Du 27 SEPTEMBRE 2021 au 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2021 en journée sur la voie suivante : 12 RUE PAUL BERT - 30220 AIGUES-MORTES.

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, et en fonction des besoins du chantier, la circulation et le stationnement des véhicules de tous genres pourra être provisoirement restreinte ou interdite sur la voie suivante : 12 RUE PAUL BERT - 30220 AIGUES-MORTES.

Les véhicules qui ne respecteraient pas l'interdiction seront considérés comme gênants, dans ce cas, le chef de poste de la Police Municipale ou l'agent occupant ses fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

Le responsable du chantier est tenu de se mettre en rapport, préalablement, avec les services de la Police Municipale pour toute mesure de restriction de la circulation et du stationnement sur la voie.

Article 3 :

L'entreprise SARL France FACADES, est autorisée à occuper le : 12 RUE PAUL BERT- 30220 AIGUES - MORTES pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires et réglementaires en adéquation avec le code de la route, pour signaler, protéger, encadrer ou clôturer le chantier aussi bien de jour que de nuit. Il sera tenu de mettre la signalisation adéquate aux distances réglementaires, découlant des prescriptions sus mentionnées, prévu au code de la route. Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Le responsable de l'entreprise, devra respecter les règles de sécurité liées au montage, à la conception et à l'utilisation d'échafaudage en référence au Code du Travail en vigueur.

L'échafaudage devra être muni sur les côtés de dispositifs de protection, afin d'éviter la projection ou la chute d'objets sur la voie publique.

Il est à rappeler à l'entreprise SARL France FACADES, qu'elle a la charge de fournir à ses employés, toutes les protections de sécurité individuelles ou collectives nécessaire à leur activité.

Article 5 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 7 :

Il est interdit d'utiliser la chaussée ou le trottoir pour faire du mortier ou du béton. Si l'entrepreneur est dans cette obligation, il devra installer des plaques de fer sur la chaussée et faire le béton ou le mortier sur ces plaques.

Article 8 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial sera effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 9 :

La signalisation temporaire réglementaire découlant des prescriptions énoncées ci-dessus sera mise en place 48h00 avant par l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux, en relation avec le Chef de Poste de la Police Municipale.

Article 10 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Les montants dus seront calculés sur la base des périodes d'occupation du domaine public, reprises dans l'arrêté municipal pris au vu des demandes des occupants.

	Jour/M <sup>2</sup>		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
bennes, dépôts de terre, gravats, sable, matériaux de construction	1,00 €	1,50 €		
containers, caissons à déchets	0,50 €	0,75 €		
immo camion, nacelle sur trottoir ou chaussée	1,00 €	1,50 €		
échafaudage avec occupation au sol, étais	3,00 €	4,50 €		
installation de chantier clôturée	3,00 €	4,50 €		
installations bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente	3,00 €	4, 50 €		
neutralisation place de parking payante			2,00 €	3,00 €
neutralisation place de parking non payante			5,00 €	7,50 €
restriction de voirie	1,00 €	1,50 €		

Article 11 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 12 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 13:

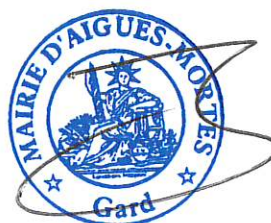
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Délégué à la Sécurité Réglementation, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié, affiché, conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aigues-Mortes, le 16 SEPTEMBRE 2021

Le Maire,

Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI



Hôtel de Ville - Place St Louis  
30220 AIGUES MORTES  
Tel. 04.66.73.90.90.  
Fax : 04.66.53.86.09  
www.ville-aigues-mortes.fr

